

L'ACCOMPAGNEMENT MOBILE « SOLIMOB » : DÉJÀ SUR LE DÉPART

PAR CATHERINE JOIE
ILLUSTRATIONS : SOPHIE LE GRELLE

FOCALES

Vu les coupes budgétaires voulues par le gouvernement wallon MR-Les Engagés dans les initiatives sociales, la cellule d'intervention mobile « Solimob » cessera très vraisemblablement d'exister dès le mois de décembre. Ce projet psychosocial en cours de déploiement dans l'arrondissement de Huy-Waremme a perdu son financement public moins d'un an après son lancement officiel en mars 2025. Solimob avait pourtant été conçu sur mesure pour une région à caractère rural et en mal d'aide sociale. Le projet gagnait petit à petit la confiance de ses bénéficiaires.

Luc a rendez-vous au CPAS pour introduire une demande d'adresse de référence. Il hésite à s'y rendre avec le tee-shirt qu'il porte aujourd'hui. « I stand with Palestine » / « Je soutiens la Palestine » traverse, en imprimé blanc sur coton noir, sa poitrine. Il aimerait, mais il hésite, par crainte que ce message lui porte préjudice pour une demande introduite auprès d'une administration communale qu'il situe à la droite-droite du spectre politique. Et s'il n'obtient pas cette adresse de référence? C'est sa dernière chance. À cause d'un tee-shirt? Il ne peut pas se loupier.

Son adresse de référence actuelle, au sein d'un autre CPAS, arrive bientôt à échéance. Il l'a déjà renouvelée une fois, après six mois, mais Luc (prénom d'emprunt) arrive désormais au bout de sa seconde et dernière cartouche. « Je suis viré après mon unique prolongation », résume-t-il. Il doit « déplacer ses pénates », passer d'une commune à une autre, d'un CPAS à un autre, et obtenir – il croise les doigts – leur confiance pour une adresse de référence. « Il n'est pas facile de sortir d'une situation de sans-abrisme en six mois, constate-t-il. Certains CPAS se sont fait gruger, alors ils sont méfiants, je peux comprendre... Mais je trouve ça moche, ce système des six mois. Pour le dire platement, c'est beaucoup trop court. »

Son objectif n'est pas, précise-t-il, d'entrer dans un roulement constant entre différents CPAS. Il aimerait se passer complètement d'une adresse de référence, mais cela est impossible si l'on souhaite un minimum d'existence citoyenne. Il s'énerve : « Pourquoi l'État ne nous la donne-t-il pas d'office, cette

Son objectif n'est pas, précise-t-il, d'entrer dans un roulement constant entre différents CPAS. Il aimerait se passer complètement d'une adresse de référence, mais cela est impossible si l'on souhaite un minimum d'existence citoyenne.

→



En janvier 2025, surprise. Sur le parking en gravier derrière « sa » maison communale : Luc tombe sur la cellule Solimob, à peine sortie de couveuse. Le mobil-home n'était pas encore floqué aux couleurs du projet. « Je leur dis souvent que je suis leur dossier n° 003 », commente Luc avec humour. Il est, de fait, l'un des premiers usagers à avoir toqué à la porte de ce véhicule social pour demander de l'aide, des conseils, une écoute et des idées.

→ *adresse de référence, si l'on n'est rien sans elle?» Pourquoi rendre tout cela si compliqué? L'administratif. Qui engendre la peur de l'administration. Qui engendre la colère envers les institutions, peu soutenantes et peu compréhensives. Il ajoute : «Ma vie prend la tournure que je souhaite, hein! Mais elle est suspendue à une décision d'un assistant social.»*

Luc veut être mobile et véhiculé. Pour formaliser concrètement et administrativement ce projet de vie sur les routes, il doit obtenir le soutien de la seule asbl wallonne qui fournit une adresse de référence aux bateliers et aux gens du voyage et il lui faut aussi un véhicule type caravane en ordre de conduite. Or, retaper une caravane avec très peu de budget prend un certain temps... Mais après, ce sera la liberté. «Je veux faire la dernière ligne droite comme je le souhaite», explique-t-il simplement. Il a un passé de locataire, mais 50% de ses tout petits revenus passaient dans le loyer et les charges. De plus, il avait 300 € de dépenses mensuelles en diesel pour rendre visite à ses parents soignés loin de chez lui en soins palliatifs. Louer un espace domestique à titre individuel est devenu d'un coup beaucoup trop cher. L'un dans l'autre, il se retrouve sans domicile, mais il tient à rester «dans les clous», ce qui signifie, pour lui, «éviter les dettes». «Je ne veux pas être en négatif», explique-t-il. *J'essaie juste de bien faire les choses.* » D'où la réflexion complète sur

son mode de vie, comme une quête de solution à une situation complexe, dans une société éloignée de ses valeurs personnelles.

En janvier 2025, surprise. Sur le parking en gravier derrière «sa» maison communale : Luc tombe sur la cellule Solimob, à peine sortie de couveuse. Le mobil-home n'était pas encore floqué aux couleurs du projet. «Je leur dis souvent que je suis leur dossier n° 003», commente Luc avec humour. Il est, de fait, l'un des premiers usagers à avoir toqué à la porte de ce véhicule social pour demander de l'aide, des conseils, une écoute et des idées. Concrètement, l'équipe du Solimob lui sert d'agent de liaison entre les deux CPAS qui ont actuellement connaissance de son cas. Norine Grenier, la «gestionnaire des situations complexes» (*case manager*) au sein du projet Solimob, valorise totalement ce rôle d'intermédiaire entre des personnes devenues méfiantes des structures publiques et ces mêmes structures sociales. «Solimob ne sert pas à dire : 'Hey ho, il te faut une adresse de référence, sinon tu n'auras pas d'aide sociale, hein!', indique-t-elle. *On est justement là pour chercher des solutions qui vont dans le sens de la personne qui fait appel à nous, des solutions qui vont dans le sens de son projet.* »

L'enjeu est évidemment de ne pas se mettre les institutions à dos, tout en défendant les bénéficiaires. Mais Norine Grenier et Amélie Moureau sont

→ de fines équilibristes et ne perdent pas de vue que la première personne à aider est celle qu'elles ont rencontrée sur le terrain. Si Luc a besoin de soutien pour se rendre à un rendez-vous de la dernière chance avec un CPAS en particulier, c'est à ses côtés que les deux employées de Solimob travailleront.

DANS LE MOBIL-HOME

Passer la porte du mobil-home « Solimob » revient à entrer dans la salle à manger d'un ami ou d'une amie et dans un espace de consultation Evras. L'ami, parce que la cuisine contient dans ses tiroirs des gaufres Suzy et une cafetière type « goutte à goutte » sur filtre en papier, la puissance du réconfort dépassant celle du café. Et la consultation Evras, car les murs intérieurs du mobil-home sont recouverts de campagnes de sensibilisation bien connues pour une sexualité consciente, deux lapins nous rappelant qu'une sucette enrobée permet un plaisir protégé. À gauche de l'entrée figure un calendrier à GRANDS CARACTÈRES utilisé pour figer clairement dans la tête des personnes la date d'un prochain rendez-vous avec l'équipe du Solimob. En théorie, des passages fixes sont prévus toutes les deux semaines à neuf adresses spécifiques de l'arrondissement de Huy-Waremme. D'autres créneaux restent disponibles pour les demandes spontanées. La majorité des sollicitations adressées à l'équipe du Solimob proviennent, à ce jour, des communes de Waremme, Hannut, Remicourt et Wanze.

Solimob est donc, très concrètement, un mobil-home aménagé où trouver de l'aide et de l'appui social. Le véhicule est garé, tant bien que mal vu son gabarit, par Norine Grenier et Amélie Moureau dans plusieurs espaces publics : parkings, espaces visibles, zones plus isolées, devant les grands commerces. Il s'agit, pour la cellule d'intervention mobile « Solimob », d'être vue tout en assurant un bon degré de discrétion aux individus qui solliciteraient



l'écoute sans jugement des deux assistantes sociales. Norine Grenier et Amélie Moureau sont employées par le service prévention de la Ville de Huy et la Conférence des élus Hesbaye-Meuse-Condroz pour aider celles et ceux dans le besoin, qui vivent dans l'arrondissement de Huy-Waremme, qui leur font signe et qui rencontrent éventuellement un problème de logement. Le projet « Solimob » a vu le jour avec un package global d'initiatives visant à créer et à chercher des solutions à la problématique titanesque du mal-logement. L'ensemble, repris sous la bannière Territoire zéro sans-abrisme (TOSA), a bénéficié d'un subside de 4,5 millions d'euros, réparti entre plusieurs projets, dont Solimob. Avant ce subside et les initiatives sociales qui en ont découlé, l'arrondissement de Huy-Waremme n'avait aucun logement d'urgence et aucun abri de nuit, détaille Norine Grenier. Le subside régional a permis d'ouvrir un abri de nuit, déjà fermé depuis à la suite de difficultés entre les différents publics bénéficiaires.

Au départ, l'équipe du Solimob, trois personnes dont deux femmes, projetait d'aménager un semi-remorque pour vadrouiller à l'aise de Huy à Waremme. Mais on s'est vite rendu compte que ce choix revenait à se mettre des bâtons dans les roues, explique Norine Grenier. Transformer complètement un semi-remorque (vide) en espace avec douche, toilettes et espace d'accueil, faire appel à un chauffeur ou passer le permis de conduire requis... Acheter un mobil-home a semblé, d'un coup, bien plus évident. Et moins cher ! Gain de temps, économies sur le budget du projet, tout le monde est ravi.

Solimob a démarré en janvier 2025 en version incognito, c'est-à-dire sans le flocage jaune dont le véhicule est aujourd'hui recouvert. En mars 2025, pour le déploiement officiel de ce service mobile d'accompagnement social, les trois membres de l'équipe (puis deux, après le départ de l'infirmier) ont commencé à conduire quotidiennement le mobil-home à travers les campagnes et le long des nationales goudronnées du Condroz et de la Hesbaye pour proposer leurs permanences sociales.

Un bureau mobile permet de mettre les bénéficiaires à l'aise, soulignent Amélie Moureau et Norine Grenier. Cette dernière a étudié la question de mars à septembre 2024, en menant une cinquantaine d'entretiens avec des acteurs sociaux et psychomédicaux de la région, pour s'assurer que le service en cours de préparation réponde bien aux attentes et aux besoins du terrain. Ces entretiens, résumés dans un rapport d'activité, ont mis en lumière un besoin d'accessibilité (prévoir de l'intervention de proximité), un besoin de prévention, de soutien, de coordination. L'idée d'une « structure d'accueil informelle » avec des « permanences sociales individualisées » à destination de publics vulnérables faisait totalement sens pour l'échantillon interrogé, précise Norine Grenier. Elle a également relié, à l'équipe, les besoins exprimés par les acteurs de terrain avec le cas du Médibus à Seraing. Là aussi, une équipe mobile médicale circule en région liégeoise. Norine Grenier y avait réalisé son stage d'assistante sociale. Médecins du Monde fonctionne également avec un cabinet mobile sur ce territoire, ajoute-t-elle. Autant de sources d'inspiration pour le Solimob.

Le projet « Solimob » a vu le jour avec un package global d'initiatives visant à créer et à chercher des solutions à la problématique titanesque du mal-logement. L'ensemble, repris sous la bannière Territoire zéro sans-abrisme (TOSA), a bénéficié d'un subside de 4,5 millions d'euros, réparti entre plusieurs projets, dont Solimob.



→ Depuis leur flocage en mars 2025, les faces extérieures du mobil-home servent de devanture au projet. Les numéros de téléphone d'urgence sont bien visibles. Les pictogrammes définissent rapidement le projet : une tasse de café, un pommeau de douche, des bulles conversationnelles, une seringue pour représenter la distribution de matériel stérile aux personnes consommant des stupéfiants. Au dos du véhicule : les soutiens financiers. « Avec le soutien de Maillages Hesbaye Meuse Condroz, la Province de Liège, Wallonie service public SPW », lit-on au-dessus de l'échelle arrière du mobil-home. Pourtant, dans les faits, dès le mois de novembre, le robinet financier sera coupé. Une demande de prolongation du projet jusqu'en juin 2026 a été introduite auprès du cabinet d'Yves Coppieters (Les Engagés), ministre wallon de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités, de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes. Pas encore de retour officiel. Une rencontre est prévue entre l'équipe Solimob et le ministre le 6 octobre 2025. « Nous espérons vivement qu'elle débouchera sur une réponse positive. À défaut, le projet devra malheureusement s'arrêter le 14 novembre... », nous expliquait encore récemment Norine Grenier.

Lors de son interview en août 2025, Norine Grenier disait : « Tout le monde a envie que le projet Solimob continue, mais personne ne veut nous financer. Le soutien ? Oui. Les subsides ? Non. » En août, elle espérait encore que les économies réalisées grâce au remplacement du semi-remorque initialement prévu par l'achat d'un mobil-home d'occasion à moindre coût permettent à l'équipe de tirer le projet Solimob jusqu'en janvier 2026.

En moins d'un an, Solimob est parvenu à « fixer » 37 personnes, c'est-à-dire à entrer en contact avec elles, organiser un suivi de leur situation à court et à moyen terme, créer une relation de confiance en vue d'une sortie de difficulté.

À ces 37 personnes s'est ajoutée au moins une dame, rencontrée par hasard, un midi du mois d'août. Comme toute rencontre « Solimob », elle ne pouvait être prévue, l'essence du projet étant de se rendre disponible à qui en a besoin, à l'instant où cela se présente. C'était un mercredi et il faisait chaud.

AU FOND DU PARC

Après avoir péniblement descendu la route, ou plutôt le chemin de gravier, qui mène dans un nuage de poussière à un parc résidentiel, Norine Grenier gare le mobil-home sous les arbres au même emplacement qu'il y a deux semaines. Une dame et son amie, ne (re)connaissant pas l'équipe mobile, montent aux barricades, lèvent leurs canettes de 50 cl, crient au voleur, annoncent vouloir appeler la police. Amélie Moureau et Norine Grenier s'approchent. Avec humour et gentillesse, elles ouvrent le dialogue avec les deux dames plutôt alcoolisées. Elles leur proposent un café, à l'intérieur.

Une fois assises, toutes les quatre, sur les banquettes du salon mobile, les dames expliquent le quiproquo. Elles les ont prises pour d'autres. « Il y a des vols dans la région. » Mais la discussion passe très vite à la situation de la plus grande femme des deux, qui dépose toute son histoire ponctuée par les questions des deux assistantes sociales, qui sont doucement en train de fixer une future bénéficiaire en grand besoin d'aide et d'accompagnement social.

« Ce n'est en aucun cas de votre faute, commente Norine Grenier. C'est lui qui cherche des profils fragiles. »

[...]

En moins d'un an, Solimob est parvenu à « fixer » 37 personnes, c'est-à-dire à entrer en contact avec elles, organiser un suivi de leur situation à court et à moyen terme, créer une relation de confiance en vue d'une sortie de difficulté.

Amélie Moureau et Norine Grenier s'approchent. Avec humour et gentillesse, elles ouvrent le dialogue avec les deux dames plutôt alcoolisées. Elles leur proposent un café, à l'intérieur. Une fois assises, toutes les quatre, sur les banquettes du salon mobile, les dames expliquent le quiproquo. Elles les ont prises pour d'autres.

→ – Avez-vous déjà porté plainte? déclaré les faits à la police?, poursuit Amélie Moureau.

[...]

– Niveau psy, êtes-vous suivie? C'est quelque chose auquel vous fermez la porte ou pas?, reprend Norine Grenier.

[...]

– Comment pourrait-on vous aider?, poursuit sa collègue.

Puisque la dame répond « il faut que je le quitte », les deux professionnelles ouvrent des portes : « Si c'est clairement votre souhait, on peut vous y aider. » Elles demandent si la violence est « psychologique, physique ou les deux », puis entament une liste de ressources à activer pour cette femme qui expose de la souffrance conjugale.

« J'ai besoin de gens un peu comme vous, des gens normaux quoi », respire cette dame avant de quitter le véhicule social, plus calme et plus apaisée qu'au moment d'y entrer. La conversation s'est conclue autour d'un rendez-vous fixé dans deux semaines, même heure, même endroit, bien clair dans la tête

de toutes grâce au calendrier à GRANDS CARACTÈRES affiché à côté de la porte. « Ce mercredi-là, d'accord? », a insisté Norine Grenier.

Deux semaines devraient laisser le temps aux deux assistantes sociales de recouper certaines informations, notamment l'état de santé mentale de l'intéressée. Puisque celle-ci a cité un centre d'accueil où elle a logé précédemment, Amélie Moureau et Norine Grenier peuvent mener une petite recherche de ce côté.

Mais quelques minutes plus tard, des cris de colère traversent le petit bois qui sépare le mobil-home du sentier de randonnée emprunté par les deux femmes à leur sortie du Solimob. L'équipe sociale s'approche sans courir, évitant toute une prise de risque inutile – d'où, aussi, l'obligation de travailler systématiquement par deux. Une dame est assise, l'autre est allongée en travers du chemin. Elles sont encore dans leur brouillard d'alcool. « Les gens pensent que les alcooliques sont des cons, mais c'est pas vrai. Je bois parce que je vais mal », justifie l'une des deux, en confiance, à Norine Grenier qui vient de s'accroupir à ses côtés.

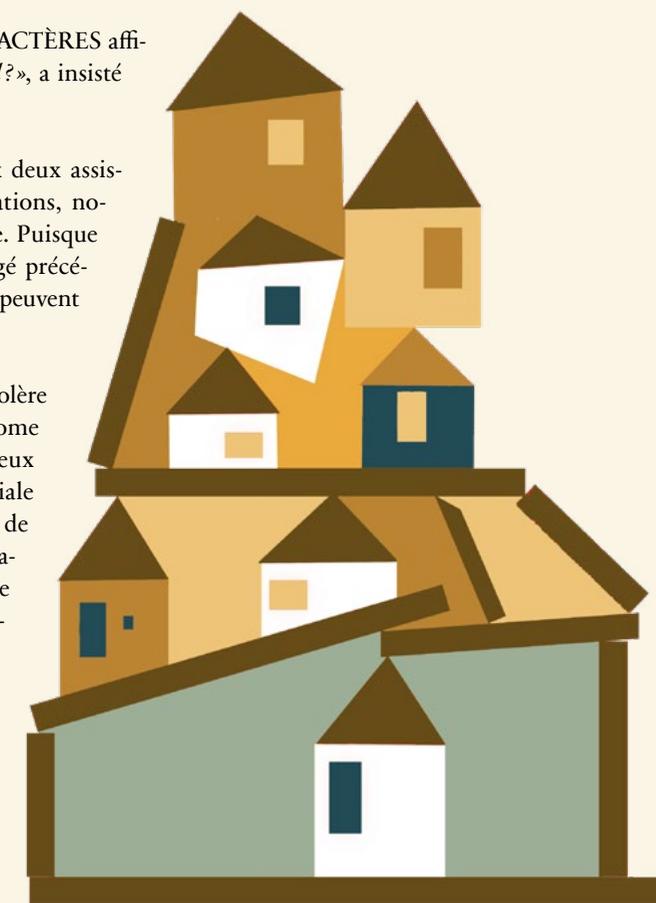
Un *small talk* (« menus propos ») est amorcé pour reconnecter avec l'intéressée et Amélie Moureau consulte en parallèle l'agenda du Solimob pour trouver un créneau plus proche que le rendez-vous initialement convenu. Deux semaines avant de revoir cette dame sont bien trop longues aux yeux de l'équipe mobile. Un créneau est possible lundi; elles bloquent la date toutes les quatre.

Puis Norine Grenier atteint le cœur du sujet : madame serait-elle prête à consulter un médecin spécialisé en assuétudes, qui consulte gratuitement à Huy et pourrait la recevoir rapidement? Cette dernière acquiesce, « hyper partante ». « Dans tous les cas, poursuit Norine Grenier, on prend les renseignements et on revient vous voir avec les informations.

– Je vais m'en sortir, répond son interlocutrice, je ne suis pas une conne.

– J'aime bien ce discours. Oui, vous allez vous en sortir. On se voit lundi et d'ici là, vous avez notre numéro de téléphone dans votre sac. N'hésitez pas, vous ne nous dérangez pas. »

En quittant le sentier pour retourner au mobil-home, et donc en laissant deux personnes en situation de vulnérabilité assises sur un bord de sentier





→ balisé, se pose la question du degré d'interventionnisme nécessaire face à une telle situation. Faut-il appeler les secours et forcer une prise en charge médicale? «*La priorité pour nous est de garder le contact et de créer une relation de confiance*, répond Norine Grenier. *Si nous perdons le contact avec cette dame, elle se trouvera encore plus isolée. Les risques seront alors encore plus grands pour elle.*» Mais deux semaines sans nouvelles seraient vraiment trop. «*D'où la recherche de solution pour la revoir avant cela.*»

ENTRE VISIBILISATION ET STIGMATISATION

Les publics aidés par l'équipe mobile du Solimob sont généralement isolés – ce qui va de pair avec la typologie de l'arrondissement Huy-Waremme. En zones rurales, les services sont moins facilement accessibles; la communication autour d'une nouvelle initiative est également plus complexe. Depuis mars, le Solimob s'arrête fréquemment sur les parkings de grandes surfaces commerciales, devant les pharmacies, sur les marchés.

«*Bonjour! On intervient dans tous les commerces pour faire découvrir notre service. C'est gratuit, nous sommes une équipe mobile. C'est aussi pour la mendicité*, explique Norine Grenier à l'une des employées d'une grande surface de Nandrin.

– *Il n'y a pas de mendicité chez nous*, répond cette salariée.

– *Ah bah, c'est déjà une bonne nouvelle!*, enchaîne l'assistante sociale, avec répartie. *Peut-on coller une affiche pour faire connaître notre service à vos clients?*

– *Non, désolée, on ne peut pas accepter les affiches. [...] Bon, pour les flyers, je veux bien faire une exception. Vous pouvez en déposer ici.*»

En sortant de ce supermarché, Amélie Moureau et Norine Grenier reviennent sur la difficulté d'obtenir l'aval des commerces pour afficher n'importe quel message à l'attention de la clientèle, ce qui est d'autant plus regrettable dans leur cas qu'il s'agit d'un appel à caractère social. Depuis le départ, l'équipe du Solimob est confrontée à la crainte exprimée par les pouvoirs locaux que leur travail «*fasse sortir les personnes précaires du bois*». Autrement dit, le mobil-home ennuie les instances décisionnelles, spécialement lorsqu'il se gare au milieu du jeu de quilles, puisqu'il visibilise les personnes en mal d'aide sociale, que les administrations communales préfèrent s'engager à aider à l'abri des regards. «*On montre que la précarité existe, alors que certains ne veulent pas la voir*», résume Norine Grenier.

Sur le terrain, au fil des discussions avec les bénéficiaires, l'équipe sociale et les personnes croisées autour du mobil-home, nous entendons dire que, dans la région, certains profils seraient bienvenus tandis que d'autres, rejetés de la préoccupation politique. Les politiques sociales sont... politiques. Et les profils précaires, nous dit-on, ne sont pas considérés à la hauteur de leur vulnérabilité. La pauvreté, la santé des pauvres, le logement des pauvres... sont des questions renvoyées aux villes.

Dans ce contexte, Solimob cherche à apporter de la «*reconnexion sociale*» dans une zone rurale où les services semblent loin, peu accessibles, mal adaptés, complexes. «*On constate aussi une multiplication des services*, souligne Norine Grenier, *donc on joue un vrai rôle de clarification des services disponibles dans l'arrondissement.*»

Solimob risque sérieusement de perdre sa subvention. Difficile à entendre quand d'autres investissements publics existent – mais vont-ils se maintenir? – et sont affichés en public. À Nandrin, par exemple, l'administration communale est en pleine rénovation énergétique, avec le soutien financier du programme «*Wallonie Relance*» et du fonds «*NextGenerationEU*», à hauteur de 500 000 € environ, indique un panneau sur la façade. L'école communale de Saint-Séverin est également rénovée et bénéficie d'une subvention de 1,1 million de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de l'Union européenne et de la Banque européenne d'investissement. Un peu loin, sur la route qui descend vers Amay, la voirie est en travaux, financés par la Wallonie service public SPW et son plan d'investissement Mobilité active 2022-2024. La subvention se situe un peu au-dessus de 250 000 €. La société se construit par des investissements publics, c'est évident. Tous les chantiers ne bénéficient cependant pas de la même sécurité budgétaire. •

Sur le terrain, au fil des discussions avec les bénéficiaires, l'équipe sociale et les personnes croisées autour du mobil-home, nous entendons dire que, dans la région, certains profils seraient bienvenus tandis que d'autres, rejetés de la préoccupation politique.

échos

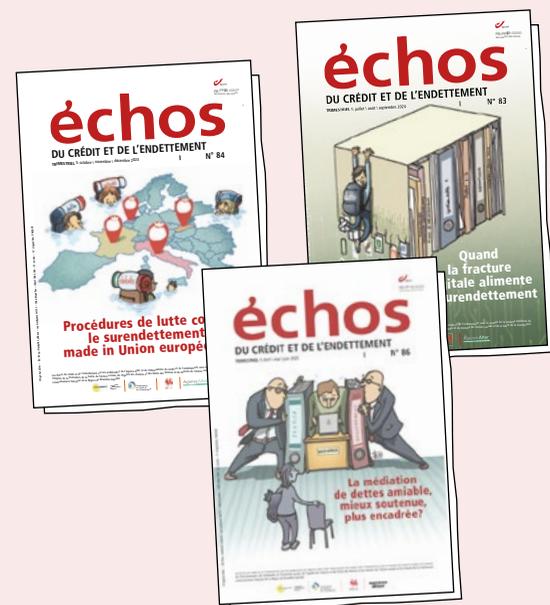
DU CRÉDIT ET DE L'ENDETTEMENT

médiakit

Faites-vous connaître dans les pages du magazine !

Les Échos du crédit et de l'endettement est le magazine trimestriel de référence sur les réalités des personnes travaillant sur des dossiers de surendettement.

Il s'adresse aux personnels actifs dans la médiation de dettes, en Wallonie comme à Bruxelles. Il cible également tous les professionnels du secteur social, les cabinets d'avocats et les personnes se heurtant aux problématiques du crédit et de l'endettement.



LANGUE

Français

CAMPAGNE PAPIER

Parution unique/multiple dans les pages du magazine

DIFFUSION

+/- 200 abonnés (papier)

DATES DE PARUTION DU MAGAZINE PAPIER

Le magazine trimestriel paraît à chaque fin de trimestre soit fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre.

DÉLAI DE LIVRAISON DU MATÉRIEL PUBLICITAIRE

Le délai de livraison du matériel est de 1 mois au minimum avant la parution du numéro.

INFOS TECHNIQUES

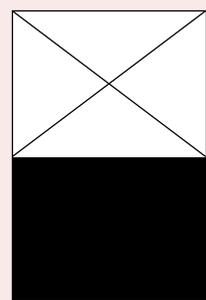
Toutes les pages sont en noir et blanc excepté la une et la quatrième de couverture qui sont en couleur.

Mode colorimétrique :

- Pour la une et quatrième de couverture : quadri CMYB
- Pour les pages intérieures : noir/blanc

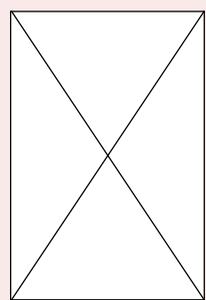
FORMATS ET TARIFS (HTVA)

1/2 page



L 210 x H 148,5 mm
115 €

pleine page



L 210 x H 297 mm
250 €

alter : échos

Regard critique · Justice sociale

MÉDIKIT

FAITES-VOUS CONNAÎTRE DANS LES PAGES ET SUR LE SITE DU MAGAZINE !

Alter Échos est le magazine bimestriel d'analyse critique des réalités sociales en Belgique. Il s'adresse au secteur social-santé, à la communauté étudiante et à l'ensemble des publics engagés.

Alter Échos se décline sur le web, via une newsletter et sous forme de débats radiophoniques en complément des dossiers au cœur de chaque édition.



CAMPAGNE WEB ET/OU PAPIER (LANGUE : FRANÇAIS)

- Parution unique/multiple dans les pages du magazine
- Insertion d'une bannière sur la page d'accueil du site web alterechos.be
- Insertion d'un visuel dans la newsletter

DIFFUSION

- 600 abonnés (abonnement unique papier + web)
- +/- 4 800 lecteurs
- 150 points de vente en Wallonie et à Bruxelles
- 4 000 abonnés à la newsletter
- 15 000 visiteurs en moyenne par mois sur le site alterechos.be

DATES DE PARUTION EN 2025

Pour le magazine papier :

- n° 521 de janvier/février paraîtra le jeudi 6 février
- n° 522 de mars/avril paraîtra le jeudi 27 mars
- n° 523 de mai/juin paraîtra le vendredi 30 mai
- n° 524 de juillet/août paraîtra le jeudi 17 juillet
- n° 525 de septembre/octobre paraîtra le jeudi 2 octobre
- n° 526 de novembre/décembre paraîtra le jeudi 4 décembre

La newsletter est envoyée toutes les deux semaines le mardi.

DÉLAIS DE LIVRAISON DU MATÉRIEL PUBLICITAIRE

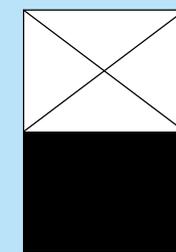
- Pour le magazine papier : 3 semaines avant la parution du numéro.
- Pour le matériel digital : 5 jours avant la date de mise en ligne.

INFOS TECHNIQUES

Mode colorimétrique : CMYK / Débord : 5 mm / 300 DPI / .pdf, .jpg ou .tiff

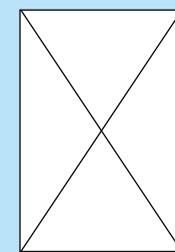
FORMATS ET TARIFS (HTVA)

1/2 PAGE



L20 x H 13,5 cm
350 €

PLEINE PAGE



L20 x H 26,5 cm
750 €

BANNER NEWSLETTER



650 x 250 px
100 €

BANNER SITE



1014 x 274 px
200 € / 15 jours

